



Ambassade de France en Belgique
Service économique de Bruxelles

Les relations économiques bilatérales entre la France et la Belgique

Avec un volume total d'échange de biens de 114,2 Md€ en 2022 (+37% par rapport à 2021), dont 45,5 Md€ d'exportations françaises (+22%) et 68,7 Md€ d'importations belges (+48%), la Belgique est le deuxième partenaire commercial de la France au niveau mondial. En 2022, le déficit commercial récurrent de la France se dégrade fortement (-23,3 Md€, +150%) en raison du renchérissement des hydrocarbures qui transitent par la Belgique et sont enregistrés en importations (22,3 Md€ en 2022). Hors hydrocarbures, les deux pays sont proches de l'équilibre, avec toujours un avantage à la France (excédent de +0,7 Md€ en 2022 contre +1,6 Md€ en 2021), qui s'appuie sur la performance de nos exportations de produits pharmaceutiques (5,2 Md€, +20%), de produits de la construction automobile (4,4 Md€, +27%), de produits chimiques de base (2,6 Md€, +26%) et des composants électroniques (2,6 Md€, +92%), ces quatre postes représentant 33% de l'export français en Belgique. Par ailleurs, le déficit commercial de la France devrait être partiellement compensé par un excédent dans les échanges de services (+4,8 Md€ en 2021, +4,1 Md€ en 2020). Enfin, la France et la Belgique entretiennent des stocks d'investissements croisés importants : la Belgique est la troisième destination des IDE français (143 Md€) et la France la quatrième destination des IDE belges (55 Md€).

Partenaire commercial majeur de la Belgique, la France compense partiellement son déficit dans les échanges de biens par un excédent de la balance des services.

[La Belgique, 2^e partenaire commercial de la France, enregistre un excédent bilatéral structurel en raison de ses exportations d'hydrocarbures transitant par son territoire.](#)

En 2022, d'après les douanes françaises, les échanges franco-belges de biens s'élèvent à 114,2 Md€ soit 37% de plus qu'en 2021, où ils étaient de 83,6 Md€. Sur les 12 derniers mois, **la Belgique est le deuxième partenaire commercial de la France avec 8,4% des échanges totaux**, derrière l'Allemagne (12,7% ; 172,8 Md€), devant les Etats-Unis (8,1% ; 109,5 Md€) et la Chine (8% ; 107,8 Md€). Elle est, plus précisément, **son quatrième client (8% des exportations) et son troisième fournisseur (9% des importations)**. D'après la Banque nationale de Belgique, **la France est en 2021¹ le 3^e partenaire de la Belgique** (volume d'échange de biens de 79,2 Md€), derrière les Pays-Bas (110,5 Md€), et l'Allemagne (109,2 Md€). Plus précisément, la France est le troisième fournisseur du Royaume, avec une part de marché de 10,2%, derrière les Pays-Bas (21,0%) et l'Allemagne (16,0%) et son deuxième client, représentant 13,7% des exportations belges, derrière l'Allemagne (17%) et devant les Pays-Bas (12,3%).

Avec 45,5 Md€ d'exportations et 68,7 Md€ d'importations, **le solde commercial bilatéral s'établit, en 2022, à -23,3 Md€ (-9,3 Md€ en 2020, -1,5 Md€ en 2020, -3,9 Md€ en 2019) et constitue le 2^e déficit bilatéral français. Ce déficit est structurel en raison des importations d'hydrocarbures naturels transitant par la Belgique (22,3 Md€ en 2022, 9,1 Md€ en 2021, 3,3 Md€ en 2020, 6 Md€ en 2019).** En excluant les hydrocarbures naturels et les produits pétroliers raffinés, la France présente un excédent bilatéral de 0,67 Md€ (contre 1,6 Md€ en 2021) porté principalement par les produits de la

¹ Les données 2022 du commerce extérieur belge ventilées par pays ne sont pas encore disponibles.

construction automobile (excédent sectoriel de 3,1 Md€), les composants électroniques (+2,6 Md€) et les produits pharmaceutiques (+1,6 Md€).

[Le déficit commercial bilatéral, qui tendait à se résorber depuis 2010, se détériore nettement avec la hausse des prix de l'énergie ; il est habituellement en partie compensé par l'excédent dans les services.](#)

La détérioration du déficit bilatéral en 2022 (-23,3 Md€) tranche avec la tendance baissière observée entre 2011 (-9 Md€) et 2020 (-1,5 Md€). L'accroissement du déficit s'explique essentiellement par le renchérissement des produits énergétiques, entraînant une augmentation en valeur des importations de gaz naturel et d'électricité. De fait, ces deux postes figurent parmi les plus importants déficits sectoriels en 2022, s'élevant respectivement à -22,3 Md€ et -1,7 Md€.

La balance bilatérale des services² est traditionnellement excédentaire pour la France (4,8 Md€ en 2021, 4,1 Md€ en 2020) et compense en partie le déficit sur le commerce de biens avec la Belgique.

Marqué par d'importants échanges de biens industriels et de produits énergétiques, le commerce franco-belge est très dynamique.

[Le commerce franco-belge est dominé par les biens industriels et les produits énergétiques.](#)

Les secteurs ayant le plus de poids dans les échanges franco-belges sont le **gaz naturel** (20% des échanges pour un volume de 22,3 Md€ en 2022), **les produits chimiques** (7% ; 8,3 Md€), les **produits pétroliers raffinés** (5% ; 5,7 Md€) et **les produits de la construction automobile** (5% ; 5,7 Md€). A l'instar des échanges intra-européens, le commerce franco-belge est marqué par des échanges croisés de produits similaires importants (ou commerce intrabranche). De fait, les produits de la construction automobile, les produits chimiques et les produits pharmaceutiques figurent dans le top10 des exportations et des importations bilatérales.

Les exportations françaises sont portées par les produits pharmaceutiques (11,5% des exportations en 2022, soit 5,2 Md€) et les **produits de la construction automobile** (9,7%, soit 4,4 Md€), dont une partie transite par le port de Zeebrugge pour être réexportée, loin devant les **produits chimiques de base** (5,8% ; 2,6 Md€), ainsi que les **composants électroniques** (5,7% ; 2,6 Md€), et les **produits agricoles** (5,5% ; 2,5 Md€).

Nos premiers postes d'importation sont le gaz naturel (32,4% ; 22,3 Md€), les **produits chimiques de base** (8,3% ; 5,7 Md€), les **produits sidérurgiques** (6% ; 4,1 Md€) et les **produits pétroliers raffinés** (5,4% ; 3,7 Md€).

[L'année 2022 se caractérise par une forte hausse en valeur des échanges de produits énergétiques ; situation nouvelle, la France est devenue importatrice nette d'électricité depuis la Belgique.](#)

A la faveur de la crise énergétique, le poids des produits énergétiques (gaz, produits pétroliers raffinés et électricité) dans les échanges entre la France et la Belgique a crû de manière importante en 2022 et représente désormais 28% du total (contre 18% en 2021). Plus précisément :

- **Les échanges d'électricité ont augmenté en valeur de 164% entre 2021 et 2022** (passant de 1,4 Md€ à 3,8 Md€). La France, qui est traditionnellement exportateur nette d'électricité vers la Belgique, est devenue en 2022 importatrice nette (à hauteur de 3,3 Md€, +235%) du fait des problèmes de disponibilité de son parc nucléaire. En volume, **la France a importé pour 29 TWh en 2022 de la**

² Les données 2022 du commerce bilatéral de services ne sont pas disponibles à la date de rédaction de la présente note. Elles le seront au moment de la publication du rapport annuel 2022 de la Banque de France (printemps 2023).

frontière Allemagne/Belgique³, soit la moitié du total (57 TWh) de ses importations d'électricité ;

- **Les échanges de gaz naturel ont augmenté en valeur de 145% entre 2021 et 2022** (passant de 9,1 Md€ à 22,3 Md€). La France compte deux points d'interconnexion avec la Belgique dans le sens Belgique → France à Taisnières, l'un dédié au gaz H (d'une capacité de 640 GWh/j) et l'autre au gaz B (capacité de 230 GWh/j)⁴ ;
 - Les échanges de produits pétroliers raffinés passent de passant de 4 Md€ à 5,7 Md€ en 2022 (+42%).
- En outre, les échanges de produits chimiques (de base et divers) et les produits agro-alimentaires (huiles, produits laitiers, viandes etc.) affichent une croissance de +30% et représentent respectivement 12,7 Md€ et 8,6 Md€. Enfin, les échanges de véhicules automobiles demeurent dynamiques, avec une croissance de +22% (5,7 Md€).

Les investissements directs français en Belgique, plus de trois fois supérieurs aux IDE belges en France, témoignent de l'importante présence entrepreneuriale française.

[Troisième destination des investissements directs français à l'étranger, la Belgique compte des filiales françaises actives dans les services, l'énergie et l'industrie.](#)

D'après la Banque de France, la Belgique constitue la 3^e destination des investissements directs français à l'étranger avec un stock de 143 Md€ en 2021 (11,1% du montant total d'IDE français), derrière les Pays-Bas (191 Md€, 14,9%) et les Etats-Unis (198 Md€, 15,4%) et devant le Royaume-Uni (126 Md€, 9,8%). Ce stock a été multiplié par trois depuis 2000 mais enregistre une baisse tendancielle depuis 2016, où il était de 156,9 Md€. D'après l'enquête OFATS de l'Insee en 2019, **2 328 filiales françaises** sont actives dans le royaume, **réalisant un chiffre d'affaires de 85,0 Md€ et employant 176 091 salariés.** Elles se concentrent dans trois secteurs :

- **les services**, qui représentent 40% du chiffre d'affaires total et 73% des filiales françaises en Belgique. Des entreprises françaises sont ainsi actives dans le commerce et la distribution (Carrefour, Decathlon, Fnac), dans le transport (Thalys, l'armateur CGA-CGM) ou encore dans la communication (Orange).
- **la production et la distribution d'énergie**, qui représentent 28% du chiffre d'affaires total des filiales françaises en Belgique, pour 37 entreprises, dont Engie-Electrabel et EDF Luminus.
- **l'industrie manufacturière**, qui représente 25% du chiffre d'affaires total et 18% des filiales. Des entreprises françaises sont ainsi actives dans la chimie (Total, Air Liquide), dans la pharmacie (Sanofi) ou encore dans la fabrication de matériel de transport (Alstom).

[Le stock d'IDE par pays d'origine immédiate en provenance de Belgique stagne depuis 2011 et demeure très inférieur à celui des deux autres pays du Benelux.](#)

D'après la Banque de France, la Belgique est le 8^e investisseur étranger en France par pays d'origine immédiate en 2021, avec un stock de 55 Md€ (6,5% du total), devant l'Espagne (3,5%) et derrière les Etats-Unis (7,6%). **Ce montant a été multiplié par trois depuis 2000 mais demeure stable depuis 2011.** La Belgique apparaît loin derrière les deux autres pays du Benelux, qui dominent le classement (les IDE luxembourgeois atteignant 163 Md€ soit 19,3% du total, et les IDE néerlandais 106 Md€ soit 12,5% du total). Par pays de l'investisseur ultime, le stock d'IDE belges s'élève, en 2021, à 48

³ Données RTE 2022. D'après le média belge l'Echo, la Belgique est le premier fournisseur d'électricité de la France en 2022 avec 10 TWh d'importations nettes depuis la Belgique.

⁴ Arrive à Taisnières 30% de l'approvisionnement de la France en gaz naturel. Depuis 2015, le nouveau point d'interconnexion d'Alveringem dans le sens France → Belgique d'une capacité de 270 GWh/j permet à la France de réexporter du gaz vers la Belgique mais le montant de ses exportations est marginal par rapport au montant de ses importations.

Md€ (6^e stock, derrière l'Italie, à 55 Md€, et devant les Pays-Bas, à 45 Md€⁵). **Selon la Banque nationale de Belgique, la France constitue en 2021 la quatrième destination des IDE belges, derrière les Pays-Bas, le Luxembourg et le Royaume-Uni.**

Selon Business France, en 2021, 116 projets d'investissement belges en France ont permis la création ou le maintien de 3 106 emplois. **2 000 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur belge et emploient plus de 130 000 personnes** avec, notamment, le groupe agroalimentaire **Delhaize** (18 000 employés), le prestataire informatique **Econocom** (6 500) et le groupe chimique **Solvay** (5 000). D'après la Banque de France, les filiales belges en France sont actives dans les **activités immobilières** (31,7% des IDE par pays d'origine immédiate), **l'industrie manufacturière** (26,6%), les **activités financières et d'assurance** (13,9%) et le **commerce** (9,7%).

Commentaires : Avec la hausse des prix de l'énergie, les importations de gaz naturel depuis la Belgique en tant que pays de transit, qui sont responsables du déficit bilatéral, ont plus que doublé en valeur en 2022. Par ailleurs, la France a importé pour 29 TWh d'électricité en 2022 depuis la frontière Allemagne/Belgique, soit la moitié du total (57 TWh) de ses importations d'électricité. Ceci montre l'importance stratégique de la Belgique dans la sécurité de notre approvisionnement énergétique, à l'instar de l'Allemagne qui a conclu un partenariat stratégique avec la Belgique à l'occasion de la visite du chancelier allemand à Zeebrugge le 14 février 2023.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique (adresser les demandes à bruxelles@dgtrésor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité

Le service économique de Bruxelles s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service économique de Bruxelles

Adresse : Ambassade de France
Rue de la Loi 38 - 1040 Bruxelles

www.tresor.economie.gouv.fr

Version du 03/03/2023

⁵ Les montants des IDE luxembourgeois et néerlandais par pays de l'investisseur ultime sont bien inférieurs à ceux par pays d'origine immédiate car ces deux pays sont des pays *hosts*, accueillant de nombreuses *holdings* par lesquelles transitent d'importants volumes de capitaux.